

# Crise énergétique :

## « Les aides ont été très insuffisantes »

*Le directeur de la Fédération forge fonderie Wilfrid Boyault revient sur les principales préoccupations des adhérents, de la flambée des prix de l'énergie à la transition du secteur de l'automobile.*

**W**ilfrid Boyault est directeur général de la **Fédération forge fonderie**. Dans cet entretien accordé à *Machines Production*, il revient sur la récente fusion du centre technique des industries de la fonderie avec celui de la mécanique, les conséquences de la crise énergétique et le marché automobile en pleine transition.

### Quel est le rôle de la fédération ?

Nous défendons les intérêts de la profession auprès des pouvoirs publics français et européens. A ce dernier niveau, la fédération est également membre d'associations européennes tant pour la forge que pour la fonderie. L'autre rôle est d'assurer à ses membres un conseil dédié à leur spécificité, notamment pour le juridique, l'environnement, l'énergie, la formation. Enfin, nous sommes un élément moteur dans notre écosystème, pour notre Centre technique des industries de la fonderie [CTIF] qui vient de fusionner avec le Cetim et notre école, l'École supérieure de fonderie et de forge [ESFF].



Wilfrid Boyault, directeur général de la Fédération forge fonderie.

### Justement, que va devenir votre pôle fonderie de Sèvres, dans les Hauts-de-Seine ?

Nous étudions l'hypothèse d'une relocalisation. Rien n'est encore déterminé. Reste qu'à Sèvres, nous sommes en plein centre-ville, à terme c'est très compliqué de continuer à fonctionner dans un tel environnement. L'intérêt de la fusion est d'accentuer les synergies. Comme la forge dépend du Cetim depuis longtemps maintenant, avec un pôle forge à Metz, toute la question est d'étudier toutes les synergies possibles y compris plus largement avec les autres compétences du Cetim et bien sûr l'ESFF.

### Cet hiver, la crise énergétique a frappé de plein fouet les forges et fonderies, car le cœur de leur process nécessite une utilisation très importante de gaz ou d'électricité. Comment ont-elles géré la flambée des prix ?

Si les prix spot ont baissé, nous avons beaucoup d'entreprises qui sont couvertes par un contrat, et de ce point de vue-là, on reste sur des prix d'énergie extrêmement importants. Je le rappelle, en fonderie, pour faire fondre, par exemple de l'acier, il faut obtenir une température de 1450 °C.

Pour la forge, il faut rendre le métal malléable, donc on peut atteindre des températures de chauffe de 700-800°C. En 2019, le coût de l'énergie, dans le prix d'une pièce, se situait en moyenne de 3,5 à 5 %. En 2022, il est passé à 10 %. Et cette année, on est souvent plus proche des 15 %. Avant la crise énergétique et aujourd'hui, on considère que les prix de l'énergie ont été multipliés par cinq pour le gaz et par quatre pour l'électricité.

Alors la tendance chez nos adhérents a été de demander une prise en charge de ce surcoût par les clients, qui ont, bon an mal an, joué le jeu. Dans l'ensemble, les entreprises ont pu passer les hausses. Sauf que les clients pourraient regarder, à terme, s'il n'y a pas plus compétitif ailleurs. Et la compétitivité en termes d'énergie aux Etats-Unis ou en Turquie, pour ne citer que ces deux pays-là, elle est absolument évidente. De toute façon, comme on ne fait jamais passer la hausse intégralement sur le client, cette crise énergétique a impacté les trésoreries et les marges des entreprises. Et quand vous ajoutez à cela une hausse des matières premières, et la nécessité d'investir pour décarboner votre activité, cela devient une équation extrêmement compliquée sans des accompagnements substantiels notamment sur ce dernier aspect.

### Les aides de l'Etat n'ont pas permis aux entreprises d'affronter cette crise inédite ?

Les aides ont été très insuffisantes. La meilleure « aide » a été et reste l'Arenh [Accès régulé à l'électricité nucléaire historique], sauf que ce dispositif va se terminer en 2026 et que nous avons demandé que le plafond de l'Arenh autorisé soit atteint, ce qui n'a pas été le cas. On a demandé la mise en place d'une sorte de tarif réglementé transitoire applicable pour les entreprises, c'est resté sans suite.

## Un syndicat unique

A l'origine de la Fédération forge fonderie, il y a les Fondeurs de France et l'Association française de forge, deux organisations professionnelles indépendantes. Dans les années 2000, les deux professions décident de se rapprocher. « En fait, elles avaient beaucoup d'intérêts en commun, d'autant plus qu'il est très rare qu'il y ait une concurrence frontale entre une pièce de forge et une autre de fonderie », justifie Wilfrid Boyault, son directeur général. En 2013, l'organisation de la fédération est structurée avec deux syndicats, celui de la forge et la fonderie. Puis, en 2019, les membres décident de passer d'une fédération de syndicats, à un syndicat unique, devenu la Fédération forge fonderie à laquelle 150 entreprises produisant en France adhèrent maintenant directement.

### Comment les entreprises anticipent-elles la fin programmée des véhicules à moteurs thermiques ?

Globalement, la forge est plus dépendante de l'automobile que la fonderie, notamment du fait de son implication dans les pièces moteur. L'automobile, c'est 70 % du chiffre d'affaires contre 40 % pour la fonderie. Dans la fonderie, il y a effectivement la problématique des pièces en fonte, qui sont quasiment amenées à disparaître. Il y a quelques fonderies qui ont dû déposer le bilan, principalement celles qui avaient été créées à l'origine par les constructeurs automobiles, et qui en étaient à leur dixième dépôt de bilan, avec presque aucun investissement.

Une fonderie, ce n'est pas une casserole dans laquelle vous mettez n'importe quel métal pour faire n'importe quelle pièce. Ce sont des outils qui sont adaptés à une typologie de pièces et de marchés qu'on sert. Vous n'allez pas reconverter une fonderie de fonte, grande série automobile, pour faire des pièces mécaniques ou des cocottes. Vous pouvez reprendre le terrain et les bâtiments, sauf qu'à l'intérieur il va falloir tout changer, si vous recherchez de nouveaux marchés.

Il y a des opportunités dans les véhicules électriques pour des alliages légers. Mais cette conversion vers des pièces destinées à ces

véhicules suppose du temps et des investissements pour les fondeurs et les forgerons. Sauf que, lorsqu'on demande aux constructeurs de nous donner des perspectives, de s'engager avec nous sur une période de transition, on n'a pas de réponse.

### Quel est le climat sur les autres marchés ?

Hors automobile, le soleil brille plutôt bien, dans l'exploitation minière, le pétrole et gaz, le matériel de chantier, l'aéronautique. Les besoins et annonces pour le nucléaire et la défense restent à être confirmés dans la réalité. Par ailleurs, nos adhérents cherchent à faire davantage de valeur ajoutée, donc à intégrer d'autres fonctions, dont l'usinage.

### L'approvisionnement en matière première et leur coût figurent également au rang des préoccupations de vos adhérents ?

Les prix sont tous plus ou moins en baisse actuellement. Par contre, des problèmes structurels existent comme avec le magnésium, dont le marché est détenu par les Chinois et où nous sommes confrontés à un problème de prix et de commandes, lesquelles doivent être passées très longtemps à l'avance.

Entretien réalisé par Jérôme Meyrand